Transfert collectifs de fonds par les populations migrantes

Une source de financement pour les villes

*"What I propose here is to make a **qualitative jump**, at least at the conceptual level, and to create an ideal model of **co-development** that involves **all the territorial levels** of government in both the **sending and receiving** countries." (Miryam Hazán Béjar in a 2011 Working Paper)*

L'importance grandissante des transferts de fonds internationaux par les migrants

C'est un fait reconnu que les transferts monétaires internationaux des migrants vers leurs pays d'origine représentent des montants extrêmement importants qui dépassent souvent l'aide officielle au développement (Official Development Assistance, ODA). Ainsi, en 2012, la Banque Mondiale a estimé que ces échanges informels s'élevaient à 401 milliards de dollars (soit une augmentation de 5% par rapport à 2011), alors que l'aide au développement officielle n'atteignait "que" 125,6 milliards de dollars (4% d'augmentation depuis 2011). D'autre part, il est prévu que l'aide au développement en provenance des pays de l'OCDE va lentement décliner alors que les transferts financiers des diasporas devraient augmenter de 8,8% par an, jusqu'à atteindre 515 milliards de dollars/an. Les autorités locales des pays émetteurs et receveurs ont des rôles très importants à jouer afin de faciliter ces transferts et d'optimiser leurs impacts. Cette note analyse le développement des outils et stratégies pour lier ces transferts au développement local. Toute la difficulté repose dans la définition des moyens pour canaliser au mieux ces fonds afin

d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement.

Une stratégie transnationale

Les transferts financiers par les populations migrantes font référence à l'épargne accumulée (formellement ou informellement) par un groupe de migrants puis envoyée dans leurs pays d'origine, souvent dans des intentions spécifiques (soutien à la famille, projet de développement, etc.). Ce processus requiert l'existence de partenariats très développés entre une grande variété d'acteurs, incluant aussi bien les organisations basées dans les communautés d'origine des migrants mais aussi des acteurs privés, les pouvoirs locaux et bien sûr la diaspora. Il faut noter que ces transferts sont souvent utilisés pour palier les besoins les plus immédiats des familles réceptrices, comme l'alimentation, les vêtements, le remboursement d'une dette, l'achat de terrains ou la construction de bâti (à des fins agricoles ou de rentes locatives par exemple). Cependant, ces transferts peuvent aussi avoir des retombées négatives car ils peuvent créer des tensions sociales, inciter à l'inactivité économique et générer une dépendance envers des sources de revenus exogènes.

Malgré ces limites, l'utilisation collective de ces transferts apparait comme un moyen possible de mobiliser plus efficacement les échanges financiers entre la diaspora et le pays d'origine.

Des pays d'immigration…

Il n'y a pas un type de transfert unique : chaque groupe de migrants a en effet une attitude différente quant aux transferts monétaires, y compris quand l'on compare deux groupes issus du même pays d'émigration mais dans deux pays d'immigrations différents.

A titre d'exemple, 43% des Indonésiens vivant au Japon contribuent au financement d'une ou plusieurs associations de migrants, contre 88% des Indonésiens vivant en Malaisie.

De même, une recherche effectuée par Thomas LaCroix sur les Kabyles algériens et les Chleuhs marocains en France d'un côté et les Punjabis indiens au Royaume-Uni d'un autre montre que l'engagement des communautés de migrants dans le financement de projets de développement dans leurs pays d'origine est corrélé dans une certaine mesure avec l'intégration de ces groupes dans leurs pays d'immigration. Les Kabyles algériens par exemple sont notoirement les moins engagés dans des projets transnationaux. Ce sont aussi eux qui ont la mobilité sociale et l'intégration économique les plus faibles en France. A l'opposé, les marocains immigrés en France ont toujours été plus actifs : on pourrait ainsi citer le financement de puits qui ont permis à de nombreuses

communautés de survivre à la sécheresse massive des années 1970.

Une autre étude sur ces transferts, par Jørgen and Hoelscher, a exploré les fonds transférés de Norvège. La encore, intégration et transferts transnationaux ne sont pas en compétition mais complémentaires: à partir de ce constat, il apparait donc que la création de conditions économiques et sociales facilitant l'intégration des populations immigrées peut avoir un impact positif au sein les pays d'émigration mais aussi au niveau local et national dans les pays d'immigration.

… Aux pays d'origine

A ce jour, de nombreux pouvoirs locaux en Amérique Latine et en Asie ont démontré l'impact positif d'une coordination dans la mobilisation des fonds provenant de la diaspora dans des buts de développement précis. En plus de l'exemple mexicain développé dans l'encadré ci-dessous, on peut illustrer ce phénomène avec la province de Junin, au Pérou, qui a instauré en 2008 "L'Alliance de Co-Développement" ayant pour objectif de sensibiliser les entrepreneurs locaux et les familles à une meilleure utilisation des fonds reçus, et de mettre en avant les opportunités locales d'investissement. Pour améliorer leurs performances, les maires et autres autorités locales ont voulu être mieux connectés et sont allés visiter d'autres associations de migrants, particulièrement aux Etats-Unis.

En Asie, les pouvoirs locaux sont également réputés pour établir des relations avec les familles transnationales afin d'appréhender de manière plus exacte la façon dont les migrants et leurs familles pourraient investir dans les projets de développement locaux. Par exemple, la réactivité des pouvoirs locaux philippins a inspiré le gouvernement central qui a établit de nouveaux outils incitant aux transferts financiers, ainsi qu'une plateforme appelée PHILNEED où sont publié des projets de collectivités ou d'ONG dans lesquels la diaspora pourrait investir.

L'Inde est un autre pays grand bénéficiaire de ces fonds, où chaque Etat (ex. le Pendjab) a mis en place des dispositifs de co-financement (mi-local, mi-transfert).

D'autres expériences de collectivités locales engagées dans l'utilisation des transferts financiers diasporiques existent aussi en Afrique, avec des résultats variables. Au Sénégal, le plus grand bénéficiaire de transferts de l'Afrique francophone, le projet SPES (géré par le programme européen Migration pour le Développement, la Coopération Suisse et les Nations Unies) a réussi à consolider les capacités des associations dans les villes de Sardaigne et du Piémont à sélectionner des projets de développement durables et à

travailler de concert avec les acteurs locaux dans les régions sénégalaises de Louga et de Saint-Louis. Dans ce programme, les autorités locales des deux pays, l'Italie et le Sénégal, ont joué un rôle très important de partage d'informations. Cela a été permis par la reconnaissance bilatérale des communautés migrantes comme source potentielle de développement.

Le Programme 3X1 au Mexique

Le Programme 3X1 est un dispositif gouvernemental relatif à l'usage des fonds transférés par la diaspora. Pour chaque dollar transféré, un dollar est versé par une autorité gouvernementale (nationale, régionale et locale). Ce fonctionnement à 4 mains (25% de chaque "niveau" gouvernemental and 25% des associations d'émigrés) se retrouve également dans le processus de sélection du projet, où chaque contributeur est donné une voix égale.

Ce programme a d'abord été testé dans l'Etat de Zacatecas en 2002, en collaboration avec les associations de migrants du sud de la Californie et avec le gouverneur de l'Etat (qui était alors Vicente Fox, ancien président du Mexique). En 2005, le programme a reçu le soutien de Western Union, une des plus grandes compagnies de services financiers au monde, qui a décidé de supporter différents projets dans tout le pays, renommant le programme 4X1.

Ce dispositif aide les gouvernements locaux à canaliser les transferts diasporiques vers des projets "productifs" pour la communauté afin de créer des bénéfices sur le long-terme. Bien que ces projets soient le plus souvent relatifs au développement d'infrastructure contribuant à augmenter l'activité économique et l'emploi au sein communautés locales, une assistance technique est aussi apportée pour aider les associations d'émigrants à utiliser leurs investissements pour aider des petites entreprises, comme des magasins ou des petites manufactures.

Ainsi, renforcer les liens entre transferts diasporiques et développement productif est un concept qui connait de plus en plus d'adeptes.

Pour plus d'informations à propos de ce programme, retrouvez la publication du FMDV sur le Financement endogène en Amérique du Sud.

Une ressource de financement pour le développement urbain?

Les transferts de fonds diasporiques peuvent en effet améliorer les conditions de vie. Cependant, il y a encore un grand travail pour optimiser leurs impacts, ce dernier dépendant en grande partie de la responsabilité des autorités locales qui ont la capacité de mettre en place les politiques appropriées pour soutenir ces mouvements.

Les autorités locales des pays d'immigration, en facilitant l'intégration économique de ces groupes, bénéficient de leurs apports économiques et permettent d'accroitre leurs capacités à financer des projets dans leurs pays d'origine.

Les autorités locales dans les pays d'émigration, en aiguillant ces fonds vers des projets favorisant une croissance durable, permettent une utilisation plus efficace de cette manne financière. Des infrastructures tells que le centre d'investissement dans la province de Bohol, aux Philippines, permettent de mieux tirer profit de ces fonds.

Une publication de l'Economist Intelligence Unit a soulevé l'idée

que l'utilisation collective de ces transferts pourrait créer le même type de dépendance que l'utilisation individuelle. Ainsi, l'utilisation de ces fonds par les gouvernements locaux ferait potentiellement disparaître toute incitation à générer des revenues endogènes et à améliorer la gestion économique locale. Néanmoins, ce risque peut être mitigé si l'on considère ces fonds comme des ressources complémentaires et non principales. En effet, l'inverse reviendrait à donner à la diaspora l'initiative d'investissement et le contrôle sur les projets de développement.

L'utilisation collective des transferts diasporiques par les autorités locales est un phénomène encore relativement naissant. Ces dernières ont néanmoins un rôle-clé à jouer pour faire émerger une forte corrélation positive entre transferts financiers et développement local.

References

Béjar, Miryam Hazán.2011. "Beyond 3 X 1: Linking sending and receiving societies in the development process." Working Paper no. 2011/08. NCCR Trade Regulation. April 2011. <<http://www.wti.org/fileadmin/user_upload/nccr-trade.ch/wp4/publications/NCCRWP8_codevelopment_hazan_final.pdf>>.

FMDV. 2011. "Endogenous Urban Funding in South America." Resources for Action. Good Practices. Vol. 1. November 2011. << http://www.fmdv.net/fileadmin/user_upload/documents/Report_FMDV_Global_EN_.pdf>>.

Jørgen Carling & Kristian Hoelscher. 2013. "The Capacity and Desire to Remit: Comparing Local and Transnational Influences." Journal of Ethnic and Migration Studies. Volume 39: Issue 6. pp. 939-958.

Lacroix, Thomas. 2013. "Collective Remittances and Integration: North African and North Indian Comparative Perspectives." Journal of Ethnic and Migration Studies. Volume 39: Issue 6. pp. 1019-1035.

Migration for Development. 2013. Website. <<http://www.migration4development.org/content/spes>>.

OECD. 2013, "Aid to poor countries slips further as governments tighten budgets." *Newsroom*. April, 3, 2013. << http://www.oecd.org/newsroom/aidtopoorcountriesslipsfurtherasgovernmentstightenbudgets.htm>>.

Rodriguez, Armando. "The Three-for-One (3x1) Program: Migrant HTA's Leveraging Collective Remittances and Governmental Resources." Federación de Clubes Zacatecanos des Sur de California (FCZSC). << http://www.migration4development.org/docs/remittances3mexico_usa_federacionzacatecana3for1program.pdf>>.

The Economist Intelligence Unit. 2008. "Building a Future Back Home: Leveraging migrant worker remittances for development in Asia." An Economist Intelligence Unit White Paper. Sponsored by Western Union Foundation. <<http://foundation.westernunion.com/pdf/Western_Union_Asia_study.pdf>>.

The World Bank. 2013. "Migration and Development Brief 20." Migration and Remittances Development Prospects Group. April 19, 2013. << http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1288990760745/MigrationDevelopmentBrief20.pdf>>.

REsolutions to Fund Cities

This "Economic Solution" has been produced within the context of FMDV's ***REsolutions*** *program. REsolutions, a four-year international program, offers an invitation to all urban actors to* ***Rethink Economic solutions*** *that operationalize sustainable, efficient, and resilient local development.*

Initiated by a consortium of local authority networks, REsolutions concentrates on identifying, analyzing, transferring and pilot-implementing economic and financial strategies and mechanisms that have improved the impact and performance of local urban development policies.

Anchored and articulated at the regional level in a multi-actor setting, REsolutions seeks to equip local authorities with the tools to integrate and operationalize a wide variety of financial resources for the endogenous development of their cities.

For more information, please visit: http://www.fmdv.net/index.php?id=10&L=2.

FMDV

Supporting local authorities to access funding

132 rue du Faubourg Saint-Denis, Paris, France • +33 (0)1 40 38 66 95 • www.fmdv.net